

DOMINIQUE PLIHON. Le porte-parole d'Attac s'est prêté lundi au jeu des questions-réponses avec nos lecteurs sur lamarseillaise.fr. Morceaux choisis.

« Pour une monnaie européenne fondée sur la coopération »

■ Crise de la dette, controverses autour de la Grèce, de l'euro, préparation de la COP21, le porte-parole d'Attac Dominique Plihon a répondu à nos lecteurs au cours d'un chat d'une heure et demie en direct sur lamarseillaise.fr. Session de rattrapage pour ceux qui auraient manqué le rendez-vous.

Basta Europe : Comment Attac peut-être contre les politiques d'austérité sans vouloir sortir de l'euro ?

Nous sommes favorables à l'idée d'un projet européen et d'une monnaie commune voire unique. Attac a toujours été opposée aux politiques néo-libérales menées en Europe et aux institutions qui les conduisent. C'est pourquoi Attac a pris une part importante dans le Non au traité européen en 2005 qui proposait une construction européenne néo-libérale. Nous pensons que la monnaie unique et la construction européenne peuvent être menées sur des bases différentes. À condition de pouvoir créer des mouvements de résistance et de lutte contre ces politiques et ces institutions et pour aboutir à une rupture par rapport au modèle européen actuel.

MF : Certains préconisent la sortie de l'euro. Que faut-il en penser ?

Pour nous, la sortie de l'euro ne peut être un projet politique en soi ou un préalable à la reconstruction de l'Europe que nous voulons. Toutefois, nous n'excluons pas que les ruptures qui seront créées et que nous appelons de nos vœux aboutissent à une sortie de l'euro de certains pays ou de la totalité. Un exemple : le contrôle social sur les banques, que nous mettons en avant se heurtera aux intérêts dominants et pourrait créer une crise politique conduisant à l'implosion de la zone euro. (...) Nous sommes favorables à une construction monétaire avec des monnaies locales, nationales, régionales et globales. De ce point de vue, l'euro, s'il est une monnaie unique ou commune peut constituer un progrès dans la construction d'une autre mondialisation. Aujourd'hui, par exemple, en Amérique latine, certains pays sont à la recherche d'une monnaie régionale commune symbole d'une coopération. La monnaie européenne que nous appelons de nos vœux ne peut fonctionner que si elle est fondée sur une coopération et une solidarité entre les pays européens... Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Méry Jean-Claude : Quelle citoyenneté en entreprise, en général ?

La citoyenneté n'est pas compatible avec l'entreprise capitaliste dominée par le profit et ses actionnaires.

ZigZag34 : Le débat croissance/décroissance n'évacue-t-il pas la nature de ce qui doit croître/décroître ?

Il y a des domaines dans nos sociétés où les besoins ne sont pas satisfaits



Pour Dominique Plihon, les questions sociales et écologiques sont liées car elles ont une même cause : « le système capitaliste productiviste qui exploite le travail et la nature ». PHOTO LA MARSEILLAISE

(santé, éducation, accès à l'eau...) qui impliquent que l'on produise plus et donc, des formes de croissance. En revanche, il y a de nombreux domaines où il y a sur-consommation, sur-production, sur-accumulation (transports individuels, biens de consommation jetables, produits alimentaires néfastes...) pour lesquels une décroissance s'impose de telle sorte que globalement, lorsqu'on additionne ces deux domaines, nous pourrions vivre dans une croissance zéro, puisque les biens utiles croissent quand les biens moins utiles décroissent.

Gwen : On fait quoi pour fermer les paradis fiscaux ?

Les États-Unis ont voté une loi qui oblige toutes les banques hors des USA à déclarer les fonds qu'elles reçoivent des ressortissants américains. C'est ainsi que le secret bancaire suisse a été mis à mal. Il faudrait que l'UE promulgue la même loi concernant les ressortissants européens. Ainsi, les gouvernements des pays les plus riches auraient toutes les informations pour traquer l'évasion et la fraude fiscales. Ceci doit être complété par des mesures judiciaires permettant de pénaliser la fraude et l'évasion, non seulement des particuliers mais aussi des dirigeants des entreprises et des banques. Attac a rédigé un livre noir des banques qui décrit en détails le rôle central des banques dans la fraude et l'évasion fiscales. Pour aller plus loin, nous avons organisé une campagne citoyenne de « fauchage des chaises » des banques responsables.

Ces chaises symbolisent l'argent que les banques ont volé et qui leur seront restituées lorsqu'elles auront rendu l'argent du contribuable. Cette action symbolique a eu une répercussion importante dans l'opinion publique et devrait pousser les responsables politiques à prendre des mesures.

Grenoble : A votre avis, pourquoi des mouvements tels que Podemos ou Syriza ne connaissent-ils pas (encore) d'équivalents en France ?

Je peux donner deux éléments de réponse partiels à cette question complexe. Premièrement, il y a en France une forte division à la fois dans le monde syndical et parmi les partis politiques progressistes. Deuxièmement, la question du lien entre le mouvement social et les partis politiques n'a pas été résolue. Des forces comme Syriza ou Podemos, qui ont commencé comme des forces sociales, se sont transformées en forces politiques. En France, cela ne s'est pas encore produit.

Domger13 : Certains ont tendance dans les rangs progressistes à jeter l'opprobre sur Tsipras à propos des événements en Grèce. Qu'en pensez-vous ?

Tsipras fait face à une situation d'une grande complexité et il semble avoir la confiance de la majorité du peuple grec. Ceci m'oblige à rester modeste et à ne pas apporter une critique acerbe de son action, comme certains le font...

Nadia : Faites-vous des liens

entre les batailles contre Tafta, l'austérité en Europe, l'évasion fiscale... et contre le réchauffement climatique ? Y a-t-il des luttes plus importantes ou plus urgentes ?

Toutes ces batailles et ces questions sont liées entre elles car elles ont la même cause : le système capitaliste productiviste, qui exploite le travail et la nature. Tous les moyens sont bons, dans ce système, de la pollution de la planète à l'exploitation des populations. Attac essaie de montrer les liens entre ces dimensions d'un même système qu'il combat. Pour nous il n'y a pas de hiérarchie entre ces campagnes puisqu'elles sont interdépendantes. Toutefois, le calendrier politique nous amène à mettre en avant une question du climat, objet de la COP21 de cette fin d'année, enjeu essentiel de l'avenir de l'humanité.

Charles Marx : C'est quoi pour vous le « coût du capital » ?

Les élites politiques et financières mettent sans arrêt en avant le coût du travail pour justifier des politiques de rigueur et d'austérité destinées à augmenter les profits. Un certain nombre d'économistes ont, à juste titre, porté le débat sur le vrai coût du capital qui ne comprend pas uniquement le prix des machines mais aussi tous les coûts financiers subis par celles-ci du fait de la prédation exercée par les actionnaires et les financiers. On se rend compte alors que les entreprises sont beaucoup plus handicapées par ce coût exorbitant du capital que par les coûts salariaux.

Aujourd'hui

9h30 à 12h

■ Décroissance, biens communs, démondialisation... comment ces propositions se complètent pour renforcer les alternatives systémiques au système capitaliste.
Grand amph.

■ Libéralisation du commerce et de l'investissement, quelles négociations, quelles résistances ? Cet atelier fait le point sur les luttes et les axes prioritaires d'action à développer les prochains mois.
Amphi de chimie Massiani.

■ Peut-on en finir avec les paradis fiscaux ? Si la lutte contre l'évasion fiscale commence à s'organiser, elle le fait de manière totalement insuffisante. Pourtant, des pistes efficaces existent.
Amphi de physique Charve.

■ Quelle justice sociale à l'heure de l'urgence climatique ? La crise climatique mais aussi économique et sociale rend urgentes les réponses appropriées et conjointes à ce double défi.
Salle de physique 51.

■ Médiats : quelles résistances, quelles alternatives ?
Salle de physique 52.

De 14h à 16h30

■ Dettes publiques en Europe, audit, annulation, alternatives : cet atelier discutera des perspectives de lutte contre les dettes illégitimes et des alternatives à mettre en place, aux niveaux national et européen.
Grand amph.

■ Négociations climatiques : comprendre les enjeux de la COP21. Un atelier qui se déroule en deux temps : l'histoire des négociations puis l'état des ces négociations pour 2015.
Amphithéâtre de chimie Massiani.

■ En 2012 puis 2013, des ateliers s'attelaient à démontrer la dangerosité des partenariats public-privé. Aujourd'hui, il s'agit de montrer que s'opposer à leur opacité et toxicité, c'est aussi lutter contre des grands projets inutiles imposés.
Amphi de physique Charve.

De 17h à 19h30

■ Blokupy, soutien à la Grèce, mobilisation pour les migrants... Cet atelier tente un bilan de l'articulation entre mobilisations nationales et constructions de convergences européennes.
Grand amph.

■ Un organe de règlement des différends à l'OMC, l'arbitrage privé, l'empilement des accords... offrent aux puissances économiques des moyens légaux sans égal. Les entreprises ont-elles tous les droits ?
Amphi de chimie Massiani.

■ A Copenhague, la société civile a été échaudée par les négociations sur le climat. Plus que déçues par les résultats, elle reste cependant mobilisée comme on a pu le voir dernièrement à New-York ou Lima. Mais pourquoi et comment ? Des questions importantes à la veille de la COP21.
Amphi de physique Charve.